

Le sport dans le Golfe n'a jamais été du « sportswashing », mais a été le produit d'une politique de la circulation, aussi vulnérable que les détroits, les voies aériennes et les flux financiers sur lesquels il repose.

Raphaël Le Magoariec, docteur en géographie à l'université de Tours (CITERES/EMAM) ; auteur de *Géopolitique des pays du Golfe* (Bréal, 2026).

SPORT AU GOLFE, UNE PUISSANCE FORGÉE PAR LE MOUVEMENT AUJOURD'HUI MENACÉE ?

Le 28 février au soir, alors que des missiles iraniens s'abattent sur Dubaï en représailles à des frappes israéliennes et américaines, Mohammed ben Rachid Al Maktoum se tient debout sur l'hippodrome de Meydan. L'émir assiste aux courses hippiques dans l'enceinte qu'il a lui-même transformée en haut lieu de l'hippisme mondial. La scène dit quelque chose d'essentiel sur cet homme, sur l'émirat qu'il dirige et sur sa capacité à incarner, jusque dans les moments de crise, la continuité d'un projet.

Ce projet prend racine bien avant lui. Héritier d'une lignée d'émirs qui ont su tirer parti d'une topographie favorable, Mohammed ben Rachid gouverne une crique transformée en port franc dès 1904, un projet qui s'est progressivement élargi à partir des années 1960. Ce sont ses modestes ressources pétrolières, l'appui financier du Koweït, qui drague le Creek et y investit 400 000 livres, et la contribution de l'émir du Qatar offerte en signe d'alliance lors de son mariage avec Maryam, la fille de l'émir de Dubaï Rachid, en 1961, qui permettent la construction du port Rachid inauguré en 1972. Tout cela avant que l'émirat ne poursuive sur sa lancée avec le port de Jebel Ali, en 1979, destiné à devenir l'un des premiers ports à conteneurs au monde. Mais c'est cheikh Mohammed qui comprend, au tournant des années 1990, que cette infrastructure logistique ne suffit plus et que l'émirat doit profiter de l'accélération du monde dans cet après-guerre froide, ce moment singulier où la mondialisation des échanges, la libéralisation des flux et l'explosion du transport aérien offrent à qui saurait s'y engouffrer la possibilité de se hisser au rang de hub planétaire. Il s'ap-

puie alors sur les piliers d'un modèle inédit, Emirates Airlines pour le transport aérien, DP World pour la gestion portuaire, Emaar Properties pour le développement immobilier, Dubai Duty Free pour capter commercialement les millions de voyageurs en transit. Dubaï devient un hub planétaire, une métropole dont la puissance repose non sur la rente pétrolière mais sur sa capacité à attirer et à faire circuler.

Ce même soir de février, face à la réplique iranienne, la navigation dans le détroit d'Ormuz est grandement ralentie, si ce n'est à l'arrêt. Ce qui se trouve menacé n'est pas seulement une ville ou une économie, c'est le principe même sur lequel repose l'existence de Dubaï comme puissance, la circulation. Circulation des hommes, des marchandises, des capitaux, des images et des désirs, ces flux que Dubaï a transformés en ressource première se trouvent soudainement suspendus aux aléas d'un conflit que ces monarchies n'ont pas choisi et qu'elles ne contrôlent pas.

Car Dubaï n'est pas un cas isolé. L'ensemble des monarchies du Golfe, qu'elles fondent leur puissance sur les hydrocarbures ou sur le commerce, partagent cette dépendance structurelle à la libre circulation, garantie de longue date par leurs protecteurs occidentaux. C'est dans ce contexte que leur stratégie sportive prend tout son sens. Loin de se réduire au *sportswashing* que dénoncent leurs critiques, le recours massif au sport constitue un prolongement cohérent de leur politique reposant sur la circulation. Mais ces monarchies, souvent perçues comme un bloc homogène, présentent en réalité des structures économiques et politiques



Cheikh Mohammed Bin Rashid Al Maktoum assiste à la 30e édition de la Dubai World Cup 2026 à l'hippodrome de Meydan, Dubaï, le 28 mars 2026./FBM MEDIA/GETTY IMAGES

distinctes qui déterminent leur capacité à absorber les chocs géopolitiques. C'est cette diversité, autant que cette vulnérabilité commune, que ce soir de février met brutalement en lumière.

DE MUMBAÏ À DJEDDAH, LE FOOTBALL VOYAGE COMME UNE MARCHANDISE

Le sport dans le Golfe est le produit de la circulation impériale britannique. Là où mouillaient des flottilles britanniques, au Koweït, à Dubaï, à Bahreïn, à Mascate, à Djeddah, le football est pratiqué une première fois au début du XXe siècle. Mais il s'ancre réellement dans la région sous l'impulsion des marchands.

Ce sont eux, les véritables passeurs. À Dubaï, un marchand de perles rapporte de Mumbai en 1928 le premier ballon après avoir écoulé sa récolte de la saison de pêche. Au Koweït, des négociants habitués aux traversées vers l'Inde introduisent la pratique dès 1917. À Djeddah, des représentants du marchand Mohammed Ali Rida Zaynal, formés dans le Raj, la transmettent à leurs coéquipiers. D'un port à l'autre, le football circule comme une marchandise parmi d'autres, porté par ces réseaux transnationaux qui irriguent le pourtour de l'océan Indien. Rien ne l'illustre mieux que les couleurs jaune et noir du premier club de Djeddah, Al Ittihad, qui ne proviennent pas de la ville mais de Port-Soudan, de l'autre côté de la mer Rouge, où les fondateurs s'étaient approvisionnés en maillots auprès de leurs relations marchandes. Ces familles fondent les premiers clubs, les financent, les président, et comprennent très tôt que le sport est aussi un instrument de sociabilité et de rayonnement.

L'irruption du pétrole transforme cette dynamique sans la rompre. Dans le Hasa saoudien, les premiers clubs se structurent autour des installations de la CASOC (California Arabian Standard Oil Company), la future Aramco, dès la fin des années 1930, fondés par des employés venus de Djeddah, de la Corne de l'Afrique et du monde arabe, qui tracent parfois les lignes de leurs terrains au pétrole brut tout juste extrait. Au Qatar, des équipes se forment parmi les travailleurs immigrés, Soudanais, Syriens, Libanais et de l'ensemble du Golfe, attirés par l'industrie naissante. À Abou Dhabi, c'est le renversement en 1966 du conservateur Shakhboub par son frère Zayed qui déverrouille tout, ce dernier s'appuyant sur la rente pétrolière pour lancer un grand projet de modernisation porté notamment par des enseignants bahreïniens et soudanais. La rente pétrolière ne crée pas le sport dans le Golfe, elle lui donne une structure, des institutions, et progressivement les moyens d'une ambition qui dépassera les frontières de chaque monarchie.

DU TERRAIN POUSSIÉREUX AU STADE NATIONAL, L'ÉTAT S'EMPARÉ DU BALLON

Cette circulation culturelle produit ses propres effets. Dans les années 1970, les monarchies du Golfe s'appuient sur leurs rentes en hydrocarbures pour franchir une étape décisive, l'institutionnalisation de leurs systèmes sportifs. Le sport cesse d'être une pratique spontanée portée par des marchands et des travailleurs immigrés pour devenir un prolongement délibéré de l'État-providence, un instrument de construction nationale autour de la figure du dirigeant suprême. Sur le fond, il devient un instrument de contrôle. Dans l'élan des indépendances pour la plupart fraîchement acquises, émir, roi et sultan cherchent à fonder leur légitimité sur autre chose que la seule tradition bédouine ou la rente pétrolière. Le sport leur offre cette possibilité,

La rente pétrolière a permis de transformer la circulation culturelle en puissance sportive, et le sport est devenu l'un des piliers du projet national de ces monarchies en quête de légitimité

celle de donner corps à une identité nationale naissante, de rassembler des populations hétérogènes autour d'un maillot, d'une fierté commune, d'un récit partagé. Ce qui était le produit des circulations marchandes devient instrument de puissance politique.

Le signal est donné dès 1972 au Qatar, où un décret princier fusionne les clubs existants en nouvelles structures. La même dynamique traverse la région, et les autorités s'appuient sur les mêmes réseaux de circulation qui avaient diffusé le football une génération plus tôt : entraîneurs soudanais au Qatar, techniciens égyptiens dans les premières sélections émiriennes. Mais les ambitions dépassent vite le cadre régional. En février 1973, Pelé et le Santos FC font escale à Doha, Manama, Dubaï, Riyad et Koweït lors de leur dernière grande tournée mondiale, signe de ce que cherchent ces monarchies, se brancher sur les circuits de la mondialisation sportive. En Arabie saoudite, le prince Fayçal ben Fahad recrute en 1976 l'entraîneur anglais Jimmy Hill, avant de faire venir les grands noms du football brésilien sur le banc et dans l'effectif d'Al Hilal, Mário Zagallo : puis le champion du monde Roberto Rivelino. L'investissement porte ses fruits. Dès 1981, la sélection espoirs qatarienne se hisse en finale de la Coupe du monde des moins de 20 ans en Australie, éliminant le Brésil puis l'Angleterre avant de s'incliner face à la RFA. Le Koweït atteint la phase finale du Mondial 1982, l'Arabie saoudite est sacrée championne d'Asie en 1984 et 1988, les Émirats arabes unis écrivent leur seule page mondiale lors du Mondial italien de 1990. La rente pétrolière a permis de transformer la circulation culturelle en puissance sportive, et le sport est devenu l'un des piliers du projet national de ces monarchies en quête de légitimité.

UNE DIVERSITÉ DE MODÈLES RÉPONDANT À DES GÉOPOLITIQUES SINGULIÈRES

Les circulations humaines, mais aussi les flux médiatiques et de capitaux, deviennent les nouveaux supports de cette puissance. Au tournant des années 1990, les monarchies du Golfe ne se contentent plus d'investir dans leurs systèmes sportifs respectifs. La région traverse une période de tensions majeures, de la guerre Iran-Irak à l'invasion du Koweït par un Bagdad affaibli, jusqu'aux escarmouches frontalières de 1992 entre militaires saoudiens et gardes-côtes qatariens à Khafous, révélant les fragilités d'une solidarité régionale rarement éprouvée. Ces tensions s'inscrivent dans un contexte économique dégradé, le contre-choc pétrolier

frappant des économies dont le modèle rentier montre ses limites. La diversification, déjà perceptible à Dubaï et à Bahreïn, s'impose comme une nécessité structurelle.

Cette décennie coïncide avec l'accélération de la financiarisation de l'économie du sport mondial. Pouvant compter sur leurs rentes en hydrocarbures et leurs revenus marchands, les monarchies du Golfe s'y engouffrent avec méthode. Un nouveau palier s'ajoute à leur projet politique, s'implanter dans des secteurs et institutions influents du sport mondial, accueillir des compétitions majeures, investir dans des clubs de villes emblématiques pour étendre leurs réseaux d'influence. Abou Dhabi et le Qatar, qui se perçoivent comme des puissances régionales à vocation mondiale, franchissent au cours des années 2000 ce pas avec détermination. Manchester City pour l'un, le Paris Saint-Germain pour l'autre, deviennent des instruments de présence dans des villes emblématiques dont le rayonnement médiatique mondial sert leurs ambitions.

L'Arabie saoudite suit une trajectoire différente. Se percevant comme la puissance régionale naturelle, elle reste freinée par les latences de son propre modèle. La prise d'otages de La Mecque en 1979 par un groupe millénariste avait révélé la profondeur des tensions internes nées de la modernisation accélérée des années 1970, contraignant les Al Saoud à une prudence durable qui retarda leur entrée dans la compétition sportive mondiale. Il aura fallu attendre un roi fort, de par son réseau, sa position d'ancien gouverneur de Riyad et sa qualité de fils le plus puissant du fondateur du royaume Abdelaziz Ibn Saoud toujours en vie, pour changer la structure du pouvoir. Sous l'autorité de Salmane, et surtout de son fils favori Mohammed ben Salmane, l'ouverture s'accélère. À coups de milliards, l'Arabie saoudite revient dans le jeu.

L'acquisition du club de Newcastle United en 2021 par son fonds souverain PIF (Public Investment Fund) illustre la logique à l'œuvre. En investissant massivement dans la Premier League, le championnat le plus suivi de la planète, le royaume affirme sa volonté de peser sur les cercles où se décide l'attribution des méga-événements. La Coupe du monde 2034, obtenue dans la foulée, n'est pas le fruit du hasard, mais l'aboutissement d'une stratégie de séduction méthodique des instances mondiales, menée en parallèle du recrutement de Cristiano Ronaldo et de Karim Benzema, de combats de boxe de prestige, du circuit LIV Golf et de la signature en avril 2024 d'un contrat de sponsoring entre Aramco et la FIFA. Chaque investissement vise un même objectif, obtenir la légitimité internationale nécessaire pour organiser un jour la Coupe du monde et les Jeux olympiques.

Au regard de leur géopolitique, trois modèles se distinguent alors. Le premier est celui des monarchies riches en hydrocarbures, qui font du sport un support de centralité mondiale. Le Qatar cherche à dominer les institutions sportives internationales pour en faire un rouage de la toile d'interdépendances qu'il tisse mondialement. Abou Dhabi, pour qui la puissance économique est la force motrice de sa vision géopolitique, en fait un pilier de sa puissance fédérale et régionale, le

City Football Group et le Grand Prix de Formule 1 en étant les deux instruments moteurs caractéristiques. Le deuxième modèle est marchand, mobilisant le sport pour l'image en vue d'attirer des expatriés et des touristes, comme à Dubaï, à Oman et à Bahreïn. L'Arabie saoudite occupe une position à part. Plus important exportateur mondial de pétrole, le royaume tire alors environ 90 % de ses recettes publiques de cette seule rente. Mais la chute des cours, passés de 110 à 30 dollars le baril entre 2014 et 2016, a creusé un déficit budgétaire abyssal, atteignant 15 % du PIB en 2015, ce qui précipite la présentation de la Vision 2030 et fonde sa logique. Avec une démographie sans commune mesure avec celle de ses voisins, le royaume conçoit le sport à la fois comme un moteur d'attraction et un marché intérieur, dont une jeunesse nombreuse, longtemps privée de divertissement, constitue la première clientèle.

TROIS MODÈLES À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE

Ces trois modèles, entre projection et attraction, dessinent des vulnérabilités différentes face au chaos de la guerre. Le modèle qatarien révèle ici toute sa sophistication. Alors que l'émirat est bombardé et que le champ gazier de Ras Laffan est directement visé, grâce au Paris Saint-Germain sa propriété, le Qatar continue de régner sur l'Europe du football et libéré du poids de la Coupe du monde 2022, remporte quelques mois plus tard une deuxième Ligue des champions consécutive. Dans le même temps, l'émirat doit annuler la Finalissima entre l'Espagne et l'Argentine, qu'il avait pourtant décrochée comme symbole de son influence. La contrainte révèle la force du modèle. Ses rouages influents déterritorialisés, club, droits médiatiques, réseaux institutionnels, continuent d'influer indépendamment de ce qui se passe dans le Golfe. Quand le territoire est menacé, la puissance projetée résiste.

Abou Dhabi partage cette capacité à jouer sur la déterritorialisation, mais conçoit le territoire comme central dans sa volonté de capitaliser sur Dubaï comme cœur du hub régional qu'il entend développer sous son autorité, ce qui explique que son appareil militaire, appuyé sur la technologie israélienne, soit pensé pour garantir ce profil de territoire sûr conçu pour les affaires. Comme à Dubaï pouvant compter en cas de crise sur l'appui financier d'Abou Dhabi, il est impératif de maintenir le calendrier des événements internationaux. Dubaï préserve ainsi ses grandes échéances de mars, à l'image de la Dubai World Cup, deuxième rassemblement hippique le mieux doté au monde, même si le nombre de chevaux présents cette année, le plus faible de l'histoire de l'épreuve, trahit les craintes pesant sur les circulations.

L'Arabie saoudite est moins exposée, bénéficiant d'une profondeur stratégique que ses voisins côtiers ne possèdent pas. Elle apparaît même comme un refuge, accueillant dès les huitièmes la phase finale de la Ligue des champions asiatique dont elle ne devait être l'hôte qu'à partir des quarts. Mais le conflit accélère des fragilités déjà à l'œuvre depuis 2024, entre baisse des cours du pétrole et hausse des coûts de la Vision 2030. En avril 2026, lors de la présentation de la stratégie du PIF 2026-2030, Yasir Al Rumayyan annonce un re-

Dans le Golfe, interrompre la circulation, c'est admettre la vulnérabilité, et admettre la vulnérabilité, c'est fragiliser la puissance elle-même

centrage du fonds sur deux grands axes : renforcer les écosystèmes domestiques compétitifs et maximiser les retours financiers en augmentant la participation du secteur privé. L'Exposition universelle de Riyad 2030 et la Coupe du monde 2034 sont sanctuarisées, mais le LIV Golf, absent des priorités, voit son financement s'arrêter à l'issue de la saison 2026, après plus de cinq milliards de dollars engloutis. Conçu pour faire oublier l'avance prise par ses monarchies voisines, ce circuit devient un luxe que le contexte ne permet plus. Le petit royaume de Bahreïn, enfin, trop exigu pour préserver son Grand Prix de Formule 1 de l'annulation, ne dispose que d'une faible stratégie de déterritorialisation basée essentiellement sur le sponsoring, sur laquelle il ne peut guère se reposer, révélant la vulnérabilité d'un modèle que les aléas géopolitiques frappent de plein fouet.

LE SPORT DU GOLFE À L'ÉPREUVE DU RÉEL

Ce soir de février, Mohammed ben Rachid Al Maktoum est toujours à Meydan. Les courses se poursuivent. Mais le passage du détroit est ralenti, les missiles ont frappé, et la Dubai World Cup se tiendra avec le plateau le plus maigre de son histoire. La continuité affichée dit moins la solidité du modèle que la nécessité de le maintenir visible. Car dans le Golfe, interrompre la circulation, c'est admettre la vulnérabilité, et admettre la vulnérabilité, c'est fragiliser la puissance elle-même.

Le sport dans le Golfe n'est pas une stratégie parmi d'autres. Il est le révélateur d'une géographie de la puissance construite sur le mouvement, héritée des marchands et des négociants de l'océan Indien, amplifiée par les pétrodollars, financiarisée et s'adaptant en permanence à l'évolution de la mondialisation. Mais les modèles ne résistent pas tous de la même façon. Le Qatar, dont les propriétés déterritorialisées continuent d'influer pendant que Ras Laffan brûle, a poussé cette logique à son degré le plus abouti. Abou Dhabi tout comme Dubaï doivent maintenir l'image d'un espace sûr pour les affaires. L'Arabie saoudite se recentre sur l'essentiel et sacrifie ce qui ne sert plus son projet princier à l'avenir royal incarné par l'homme fort du royaume, Mohammed ben Salmane. Bahreïn, sans réserves ni profondeur, annule et subit.

Ce que la guerre révèle, en somme, c'est que le sport dans le Golfe n'a jamais été du *sportswashing*, il a toujours été, depuis le ballon rapporté de Mumbai, en 1928, le produit d'une politique de la circulation. Et comme toute politique de la circulation, ce support de la puissance est aussi vulnérable que les détroits, les voies aériennes et les flux financiers sur lesquels il repose./